

## Rencontre entre Manuel Valls et les nationalistes corses : un affrontement plus folklorique que menaçant pour l'Etat central



Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni sont reçus aujourd'hui par le Premier ministre Manuel Valls. Si le dossier corse est sensible, les nationalistes ne représentent pas pour autant une vraie menace pour le gouvernement.

Avec Bernard de Froment

### **Atlantico : Les nationalistes Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni sont reçus aujourd'hui par le Premier ministre Manuel Valls. Quel est l'objet de cette entrevue et quelles sont les revendications du parti nationaliste ? Peut-on s'attendre à ce que le Premier ministre réponde à leurs attentes ?**

**Bernard de Froment :** Les revendications de Gilles Simeoni sont relativement simples et se déclinent en trois points :

- Le sort réservé à ce que les autonomistes appellent les « prisonniers politiques », emprisonnés en raison de leur adhésion au mouvement nationaliste.
- La langue corse et l'idée de la nation corse.
- L'obligation d'avoir le statut de résident en Corse depuis 5 ans pour pouvoir acheter des biens sur l'île.

Il s'agit des revendications traditionnelles des nationalistes. Le Premier ministre s'est déjà exprimé à ce sujet au mois de décembre, en réfutant chacune des trois revendications. Sur la question de la nation corse, Manuel Valls a réaffirmé que l'île faisait partie intégrante de la France. La question de nationalité corse n'existe donc pas selon lui, alors qu'il s'agit d'un point clé des revendications des autonomistes. En outre, il a assuré qu'il n'existait pas de prisonniers politiques corses en France, mais simplement d'hommes ou de femmes rendus coupables de crimes ou de délits qui doivent purger leur peine. Quant à l'obligation d'avoir une carte de résident depuis au moins 5 ans pour acheter un bien, il s'agit d'une demande contraire à la Constitution.

Reste donc la question de l'emploi et du plan que François Hollande a présenté ce matin. Gilles Simeoni s'exprimait aujourd'hui sur une radio, sur le fait que la Corse avait un taux de chômage supérieur à la moyenne française et que la lutte contre le chômage était leur sujet de préoccupation majeure. Comme c'est également le cas en France, il est probable qu'ils puissent y avoir une discussion et un accord sur cette question-là. La formation professionnelle étant une compétence régionale, les régions seront appelées à mettre la main au portefeuille. Ainsi, une coopération sera certainement établie entre le gouvernement et la région corse.

### **Si Manuel Valls ne leur octroie pas ce qu'ils veulent, concrètement que sont-ils susceptibles de faire ?**

Concrètement, je crois que les nationalistes corses n'ont pas de moyens d'action possibles contre le gouvernement. Le seul qu'ils puissent avoir, serait de ne pas coopérer avec la mise en œuvre de politiques gouvernementales qui nécessitent une bonne entente.

---

entre les régions et le gouvernement. Cependant, il est peu probable que cela soit le cas, car les régions qui refuseraient une coopération se mettraient en difficulté politiquement. Or, il ne faut pas négliger le fait que les autonomistes ont gagné les élections régionales en Corse avec 35,34% des suffrages exprimés et que la somme des voix de la liste de Paul Giacobbi (divers gauche) et de celle de José Rossi (divers droite) représenterait plus de 55,5% des citoyens qui se sont exprimés. Le vote des autonomistes ne représente ainsi qu'un tiers des électeurs corses. Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni ne peuvent pas prétendre qu'ils représentent la majorité des Corses, même si en termes de scrutin ils le sont. Par ailleurs, l'Assemblée de Corse a été élue pour deux ans, en raison de la fusion prévue des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse. Ainsi, les autonomistes n'ont pas de possibilité durable d'imprimer leurs marques.

Avec tous ces éléments, je ne pense pas qu'ils représentent une très grande menace pour Manuel Valls.

### **Finalement, les conséquences ne seraient-elles pas moins graves que celles provoquées par Laurent Wauquiez en refusant d'appliquer le plan de formation de François Hollande ?**

Compte tenu du contexte parfois violent et des connexions mafieuses présentes sur l'île, il est parfois difficile de mesurer les conséquences d'une décision politique sur le terrain. Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni sont pacifiques. Ils n'ont pas l'intention de défendre leurs positions violemment. Néanmoins, s'ils ne sont pas entendus, il peut être possible que certains ne réagissent pas aussi pacifiquement.

Si nous devons établir une comparaison avec Laurent Wauquiez qui refuse d'appliquer le plan de formation prévu par François Hollande, il est évident qu'il s'agit d'une menace pour le gouvernement. Néanmoins, je pense que cela serait jouer un jeu qui peut s'avérer compliqué pour les régions et qui ne serait dans l'intérêt de personne.

Que Manuel Valls ne reçoive pas Laurent Wauquiez est une erreur. Je ne sais pas si pour autant Laurent Wauquiez a manifesté son désir d'être reçu par le Premier ministre.